

Blocage des universités : pour en finir avec une prise d'otages !

Trop, c'est trop ! Voilà huit semaines que l'université et la recherche françaises se sont arrêtées. Peu ou pas d'enseignements, des manifestations par dizaines, des établissements occupés, bloqués, des responsables qui démissionnent. Aucun signe de fléchissement à ce jour parmi des universitaires excédés, une radicalisation montante, et même quelques signes d'une contagion qui pourrait toucher le secondaire, le primaire, les parents d'élèves. Le mois d'avril approche, et avec lui une perspective qu'il est impossible d'éluder : le second semestre 2008-2009 n'aura pas lieu.

Le plus long mouvement de protestation depuis 1968 a deux responsables, deux ministres obstinés qui, par acharnement idéologique et par ambition politicienne, essaient depuis des mois de faire passer en force des réformes refusées par toute la communauté universitaire, des réformes par ailleurs bâclées et dont le seul objectif réside dans les misérables économies qu'elles permettraient de réaliser. Ils n'ont rien écouté, rien compris, ni les avertissements nombreux avant la grève, ni la voix de toute une profession unanime, ni même les alertes issues de leur propre camp.

Depuis des mois, ils empêchent toute une profession de travailler, ils compromettent les études de centaines de milliers d'étudiants parce qu'ils livrent de minuscules batailles, reculant pied à pied, dénaturant des textes déjà passablement confus, résistant sur des brouilles, semant des pièges naïfs, s'arc-boutant sur des formules incantatoires. Et plus ils retardent l'échéance, plus l'université, mesurant les sacrifices qu'elle a dû faire depuis deux mois, se montre intraitable sur ce qu'elle demande depuis le début, sur tous les tons : le retrait pur et simple de ces réformes, qui nous font de plus en plus penser aux graffitis informes que des vandales auraient tracés sur la façade de la Sorbonne.

Depuis des mois, ces deux individus prennent en otages étudiants et personnels des universités pour un combat perdu d'avance : on peut faire voter une loi à la sauvette, au mois de juillet, par une Assemblée conciliante, mais on n'impose pas des décrets d'application et des réformes profondes sans l'assentiment de ceux qui devront les mettre en œuvre sur le terrain. Pour « mastériser », il faudrait des masters *ad hoc* : qui va les fabriquer ? Pour « moduler les services », il faudrait trouver des complices à l'intérieur des universités : qui va s'y risquer ? Ils ont essayé toutes les « voies de passage » : l'intimidation, la répression, la division, les promesses, les mensonges. Rien n'y fait. Veulent-ils vraiment entrer dans l'Histoire comme les ministres de l'année universitaire à un seul semestre ? Les citoyens de ce pays accepteront-ils longtemps que les responsables d'un tel gâchis restent des ministres de la République ?

Il faut maintenant, tout de suite, en finir par où on aurait dû commencer : en retirant les projets de décrets modifiant le statut des enseignants-chercheurs et celui des doctorants, en reconduisant pour l'année prochaine le dispositif actuel de la formation des enseignants, en rendant le millier de postes enlevés en 2009 à l'enseignement supérieur et à la recherche. Et on parlera ensuite de concertation, de consultation, de négociations pour une vraie réforme, pour une véritable alternative à cette loi LRU dont chaque tentative d'application soulève un tollé. Après ces retraits, dans l'apaisement d'une université qui aura retrouvé son fonctionnement normal, le dialogue démocratique pourra reprendre, dialogue entre la Nation et ceux qu'elle charge de produire et de transmettre le Savoir, patrimoine essentiel, gage d'avenir, fonction vitale, tout particulièrement en période de crise.